



Mairie de Claix

Place Hector Berlioz – 38640 Claix
04 76 98 15 36 – Fax 04 76 98 82 81
www.ville-claix.fr

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU JEUDI 30 JANVIER 2020

PRESENTS : Monsieur Christophe REVIL – Maire- Adjoints : B.LACHAT, MN.STRECKER, M.OCTRU, S.IMBERT, JM.PERINEAU, B.MEGEVAND, P.ROUSSET, S.ALPHONSE Conseillers municipaux : C.RANGOD, B.GUILLAUD, A.MESSINA, R.TRECOZZI, P.FOUCHER, J.TOMASINO, M.TROUILLEAU, F.GUITTON, JL.BOUCHAUD, C.GAYET, M.MURIDI, N.COTTE, D.CAIROLA, Y.GUERIN, P.BOURSIN, L.DELIGNY, I.COMTE DELPLACE, L.MARTIGNAGO,
ABSENTS : F.EL HASSANI, C.THORAL,
POUVOIRS :

DESTINATAIRES :

Mesdames et Messieurs les Conseillers Municipaux.
Madame Christine ROCHA- Directrice Générale des Services.

OUVERTURE DE LA SEANCE : 19h03

Après le constat des conseillers municipaux et validation du quorum, Monsieur Patrick ROUSSET est nommé par le conseil municipal en qualité de secrétaire de séance.

CLOTURE DE LA SEANCE : 20H25

Précédent compte-rendu : du 17/12/2019.

Procès-verbal des conseils municipaux : des 28/11/2019 et 17/12/2019, adoptés à l'unanimité

Décisions du maire : prise dans le cadre de ses délégations, sont présentées.

Signature des documents :

- Feuille de présence du Conseil Municipal du jeudi 30 janvier 2020
- Approbation des délibérations du conseil municipal du 17/12/2019,

ORDRE DU JOUR

N°	OBJET DES PROJETS DES DELIBERATIONS	SERVICE / RAPPORTEUR
FACP- Finances Analyse et Commande Publique		
1	Débat d'orientations budgétaires : budget communal 2020.	FACP/BMeg
2	Révision de l'AP/CP pour les travaux de réaménagement de la cantine Rochefort. (Opération d'équipement n°100)	FACP/ BMeg
RH – Ressources Humaines		
3	Création de poste d'animateur territorial à temps complet	RH/BMeg
4	Création de poste de rédacteur principal territorial à temps complet	RH/BMeg
DTAE-Direction Technique Aménagement Environnement		
5	Plan de Prévention des Risques d'Inondation du DRAC: Avis de la commune sur le projet	DTAE /JMP
AG-Affaires Générales		
6	Groupement de commandes relatif à l'accord-cadre de papier et d'enveloppes	AG / CR

1/Débat d'orientations budgétaires : budget communal 2020.

VU l'article L.2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, modifié par l'article 107 de la loi NOTRe du 07/08/2015, rendant obligatoire le débat sur les orientations générales du budget dans les villes de 3500 habitants et plus.

CONSIDERANT que le Débat d'Orientations Budgétaires est une formalité substantielle de la concertation communale et, qu'il doit se tenir dans les deux mois précédant l'examen du Budget Primitif.

Le Conseil Municipal sur proposition du Rapporteur PROCEDE au débat et à l'examen d'un rapport (en annexe) sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que la structure et la gestion de la dette de la collectivité.

Modalités de vote : Prend acte

2/ Révision de l'AP/CP pour les travaux de réaménagement de la cantine Rochefort. (Opération d'équipement n° 100)

Le rapporteur expose :

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2311-3 et R 2311-9, disposant que les crédits budgétaires qui concernent des dépenses d'investissement peuvent comprendre des autorisations de programme (AP) et des crédits de paiement (CP) pour leur caractère pluriannuel.

La procédure des AP/CP est une dérogation au principe de l'annualité budgétaire. Elle permet, en dissociant l'engagement pluriannuel des investissements de l'équilibre budgétaire annuel, de limiter le recours aux reports d'investissement.

Les AP constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements. Elles demeurent valables, sans limitation de durée, jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées par délibération.

Les CP constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme correspondantes.

L'équilibre budgétaire de la section d'investissement s'apprécie en tenant compte des seuls crédits de paiement.

Chaque AP comporte la répartition prévisionnelle par exercice des crédits de paiement correspondants ainsi qu'une évaluation des ressources envisagées pour y faire face.

La situation des AP/CP donne lieu à un état joint aux documents budgétaires des années concernées.

VU la délibération n°29/2019 du Conseil municipal du 26 Mars 2019,

CONSIDERANT que le montant de l'opération est revu à la baisse pour un montant de 396 654.48€

CONSIDERANT qu'en raison de l'exécution des travaux et des facturations effectuées durant l'exercice 2019, il convient de réviser l'AP/CP relatif à l'opération travaux de réaménagement de la cantine Rochefort. (Opération d'équipement n°100)

CONSIDERANT que le montant de l'opération est de 396 654.48 € et que les crédits de paiement associés sont corrigés et s'étalent sur les années 2019 et 2020.

PROPOSE à l'assemblée délibérante de voter le montant de l'autorisation de programme et la répartition des crédits de paiement comme suit :

- AP : 396 654.48 €
- CP 2019 : 26 654.48 €
- CP 2020 : 370 000.00 €

PROPOSE que le montant total des dépenses soit toujours équilibré selon les recettes prévisionnelles suivantes :

- Autofinancement : 211 586.48 €
- FCTVA : 65 068.00 €
- Subvention DETR : 120 000.00 €

Modalités de vote : à l'unanimité (27 votants)

3/ Création de poste d'animateur territorial à temps complet

Le Rapporteur EXPOSE au Conseil Municipal

Vu la loi n° 83-634 du 13 Juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée relative à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°2011-558 du 20 mai 2011 modifié portant statut particulier du cadre d'emploi des animateurs territoriaux.

CONSIDERANT un agent titulaire à temps complet du grade d'adjoint d'animation territorial, grade de catégorie C,

CONSIDERANT les fonctions occupées par l'agent qui relèvent du niveau de catégorie B,

CONSIDERANT que l'agent a réussi le concours d'animateur de catégorie B dans la filière animation,

CONSIDERANT que pour mettre en adéquation le grade et les fonctions occupées par l'agent il convient de le nommer au grade d'animateur,

PROPOSE de créer :

A compter du 1^{er} avril 2020 un poste d'animateur à temps complet

Modalités de vote : à l'unanimité (27 votants)

4/ Création de poste de rédacteur principal territorial à temps complet

Le Rapporteur EXPOSE au Conseil Municipal

Vu la loi n° 83-634 du 13 Juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée relative à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2012-924 du 30 juillet 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux.

CONSIDERANT la demande d'un agent titulaire à temps complet du grade d'Edicateur Territorial des Activités Physiques et Sportives principal de 1^{ère} classe (ETAPS principal de 1^{ère} classe, grade de la filière sportive, d'être intégré dans la filière administrative au regard de l'évolution de ses missions au cours de ces dernières années,

CONSIDERANT les fonctions occupées qui ne relèvent plus de la filière sportive et relèvent de la filière administrative puisqu'induisant des activités de gestion administrative, de gestion administrative budgétaire mais également de management de projets, d'encadrement de service et de management de personnel,

CONSIDERANT qu'il est possible d'intégrer directement un agent titulaire d'un grade dans le grade équivalent dans une autre filière de la fonction publique,

CONSIDERANT que pour ce faire il est nécessaire de créer le poste correspondant,

PROPOSE de créer :

A compter du 1^{er} mars 2020 un poste de rédacteur principal de 1^{ère} classe à temps complet

*Le Conseil Municipal après avoir entendu l'exposé du Rapporteur
et après en avoir délibéré à l'unanimité,*

DECIDE de créer :

A compter du 1^{er} mars 2020 un poste de rédacteur principal de 1^{ère} classe à temps complet.

PRECISE que le poste d'ETAPS principal de 1^{ère} classe sera supprimé après avis du Comité Technique.

CHARGE Monsieur le Maire de transmettre la présente délibération à Monsieur le Préfet de l'Isère

Modalités de vote : à l'unanimité (27 votants)

5/ Plan de Prévention des Risques d'Inondation du DRAC: Avis de la commune sur le projet.

Le rapporteur : Monsieur PERINEAU Jean-Maurice

Le Rapporteur EXPOSE qu'au titre de la consultation des personnes et organismes associés (POA), le projet Plan de prévention des risques inondation du Drac a été transmis à la ville de Claix pour avis.

Prescrit par la préfecture de l'Isère le 14 février 2019, l'élaboration du PPRI Drac aval a permis de mettre en œuvre une démarche de réflexion entre les différents partenaires du territoire : Etat, EPCI, Syndicats et structures d'experts, communes.

Plusieurs réunions et temps d'échange ont permis de remettre en lumière l'ampleur des enjeux de l'inondation du Drac et les conséquences à appréhender en termes d'aménagement du territoire.

En effet, le territoire pris en compte par le PPRI et a fortiori le territoire de Claix est exposé à de nombreux risques majeurs, qu'ils soient d'ordre naturels (inondations, chutes de blocs, mouvements de terrains) ou anthropiques (risques technologiques et Transports de Matière Dangereuse,...). Les réflexions doivent donc nécessairement prendre en compte la multiplicité des risques et l'ambition engagée du territoire d'aller vers un aménagement et une vision globale plus résiliente.

A ce titre, la ville de Claix avait émis un avis favorable au projet de Stratégie Locale de Gestion du Risque Inondation (SLGRI) en septembre 2017. Cette démarche innovante apparaît adaptée aux importants enjeux de risques et d'aménagement du territoire.

Créées par la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, ou "Grenelle 2", les stratégies locales de gestion des risques d'inondation sont élaborées sur les territoires à risque important d'inondation (TRI). Elles s'inscrivent dans le cadre fixé par la stratégie nationale de gestion des risques d'inondation (SNGRI) présentés le 10 juillet 2014 et les plans de gestion des risques d'inondation (PGRI) élaborés à l'échelle des grands bassins hydrographiques.

Aujourd'hui, l'étude du projet de PPRI Drac aval, interroge à plusieurs titres :

- Au titre de la méthode de définition du risque :

L'arrêté du 5 juillet 2019 du ministère de Transition écologique et solidaire - relatif à la détermination, qualification, détermination et représentation des aléas à l'échéance 100 ans, précise les modalités de qualification des niveaux d'aléas de référence.

La reprise de ce principe et la vérification de l'étude au regard de cet arrêté pourrait permettre de conforter certaines traductions réglementaires.

Dans cette perspective, l'effort de rendre plus objectif la qualification du risque est fondamentale et apportera une certitude sur les zones très exposées qui doivent être inconstructibles, et les autres zones où la construction est possible sous prescriptions.

L'absence d'objectivisation des aléas risquerait de reporter le risque dans d'autres zones certes constructibles sous prescription mais bien plus objectivement exposées (aléa moyen torrentiel sans présence de digue et sans délais de prévenance, par rapport à l'aléa fort du Drac endigué avec des dizaines d'heures de prévenance).

- Au titre du règlement associé :

En comparaison par rapport au règlement-type Drac communiqué dans le porter à connaissance de mai 2018 et au règlement risque du PLUI (ainsi que sa déclinaison sous forme d'OAP), des points dans le projet de règlement pourraient conduire dans les faits à une situation d'inconstructibilité technique et financière, alors même que la zone est constructible d'un point de vue réglementaire.

La démarche initiée dans la stratégie SLGRI a mis en lumière des principes de constructions permettant d'adapter les projets en fonction des destinations, des configurations et du dimensionnement du bâti (appelé principe « Céder »).

Ces principes ont d'ailleurs été repris dans la rédaction du règlement risques du PLUI.

Le projet de règlement présenté ici impose, à l'inverse, des surélévations des constructions nouvelles très importantes, qui questionnent fortement les destinations possibles des rez de chaussés et donc le réalisme de la constructivité.

A titre d'exemple, la proposition d'interdiction généralisée (quel que soit les aléas) des parkings en sous-sol sur l'ensemble du territoire concerné par le Drac, même pour des écoulements inférieurs à 1 ou 0,5 m constitue une mesure très impactante sur le modèle de production du renouvellement urbain. La conséquence de cette interdiction risque d'être un étalement de nappes de parking en surface, imperméabilisant toujours plus les sols.

Sur les secteurs en aléas faibles, il semble que l'intégration de parkings sous-sol pourrait être envisagée, sous réserve de prescriptions de sécurité.

- Au titre des enjeux spécifiques du secteur de Pont Rouge :

Le secteur de Pont Rouge est l'un des plus denses de la commune et permet de faire l'articulation avec la ville de Pont-de-Claix. C'est une des trois centralités plurifonctionnelle de la ville de Claix.

Du fait de la présence du risque inondation connu sur Claix, depuis 2000, plusieurs projets ont été remis en question ou annulés. La commune a dû revoir toute sa stratégie de développement pour pouvoir avancer dans ses projets équipements publics et rattrapage loi SRU. Des enjeux de renouvellement urbain et de renforcement des espaces actuels sont à envisager à moyen et long terme.

Différents besoins sont identifiés afin de permettre de reconstruire la ville sur la ville

ENJEUX DES EQUIPEMENTS

Le secteur accueille un grand nombre d'équipements publics et sensibles : école, collège, crèche et divers ERP (salles de réunions et sièges d'associations).

L'adaptation aux besoins de la population pour répondre à la demande de service est une nécessité pour le bon développement de la commune.

La contrainte réglementaire du risque inondation bloque fortement les projets d'évolution ou de création d'équipements. Cela gèle l'évolution du quartier et risque à terme de ne plus pouvoir répondre aux besoins essentiels de la population en équipements publics.

A titre d'exemple, le projet de création d'un restaurant scolaire à proximité du groupe scolaire existant n'a pas pu être réalisé en raison du risque d'inondation. Ainsi persiste le problème d'accueil des élèves pour la restauration scolaire. La réhabilitation de l'école Pont Rouge est également problématique.

ENJEUX SUR LES SECTEURS D'HABITAT

Les choix de développement du PLUI tiennent compte des risques inondations et ont nécessité de repenser différemment les objectifs de production de logements.

La question de la réhabilitation des logements existants et de la densification dans le diffus est très importante sur ce secteur.

L'enjeu ne se situe pas seulement sur la construction neuve mais également sur l'entretien et la réhabilitation de l'existant.

ENJEUX DE LA DESSERTE EN TRANSPORTS EN COMMUN

Le SCoT de la région grenobloise prévoit de favoriser l'intensification de l'urbanisation autour des arrêts de transport en commun les mieux desservis. Le terminus de la ligne C2 Claix-Pont-Rouge répond au niveau de desserte décrit dans le SCoT. Le risque inondation exclus dans ce secteur cette intensification.

Vu l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu les articles L 562-1 à L 562-9 et R 562-1 à R562-11 du code de l'environnement ;

Vu la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 38-2019-02-14-008 modifié, de la Préfecture de l'Isère, prescrivant l'élaboration du PPRI du Drac aval, en date du 14 février 2019 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°38-2019-11-13-001 portant modification du périmètre d'étude du plan de Prévention des risques d'inondation (PPRI) du Drac aval, notifié le 18 novembre 2019 ;

Vu le courrier de M. le Préfet de l'Isère relatif au Porter à connaissance de la carte des aléas inondation du Drac aval et de ses modalités d'application ;

Vu le courrier, de M. le Préfet de l'Isère, en date du 12 décembre 2019, relatif à la consultation des personnes et organismes associés (POA) sur le projet de Plan de Prévention du Risque d'inondation (PPRI) du Drac aval, notifié le 17 décembre 2019 ;

Vu le courrier de M. le Préfet de l'Isère en date du 6 juillet 2017 mettant à consultation la Stratégie Locale de Gestion des Inondations du TRI Grenoble-Voirion ;

Vu la délibération du 19 septembre 2017, du conseil municipal de la ville de Claix, émettant un avis favorable sur le projet de SLGRI du TRI ;

Vu le décret 2014-1601 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée «Grenoble-Alpes Métropole» ;

Vu la délibération de Grenoble-Alpes Métropole en date du 20 décembre 2019, approuvant le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de Grenoble Alpes-Métropole ;

Vu la délibération de Grenoble-Alpes Métropole en date du 29 septembre 2017, définissant les modalités de prise de compétence GEMAPI et de son financement par Grenoble-Alpes Métropole ;

Vu le courrier du Président de Grenoble Alpes Métropole Christophe Ferrari, en date du 02 décembre 2019, relatif Plan de Prévention du Risque d'inondation (PPRI) du Drac aval ;

Vu la démarche de travail et de concertation qui s'est déroulée durant toute l'élaboration du PPRI Drac aval ;

Vu le projet de PPRI Drac aval ;

Vu le document de synthèse de l'avis de Grenoble Alpes Métropole, présentée lors du conseil ;

Considérant les observations faites sur la démarche globale de prise en compte du risque inondation sur le territoire métropolitain,

Considérant les observations faites sur les conséquences locales à l'échelle du territoire communal et plus spécifiquement Pont Rouge,

Considérant les observations faites sur la proposition de règlement,

Il est proposé au Conseil Municipal d'émettre un avis, en cohérence avec Grenoble Alpes Métropole, demandant la reprise du projet de plan de prévention des risques du Drac afin d'étudier et prendre en compte l'ensemble des réserves formulées,

Modalités de vote : à l'unanimité (27 votants)

6/ Groupement de commandes relatif à l'accord-cadre de papier et d'enveloppes

Le Rapporteur EXPOSE

En application des articles L.2113-6 à L2113-8 du Code la Commande Publique, est proposée la constitution d'un groupement de commandes entre Grenoble Alpes Métropole et la commune de Grenoble, la commune de Champagnier, la commune de Claix et son CCAS, la commune de Meylan, la commune de Venon, la commune de Vif, le CCAS de Grenoble en vue de la passation, pour leurs besoins communs, d'un accord-cadre relatif à l'achat de papier et d'enveloppes.

CONSIDERANT que dans un objectif de bonne gestion des deniers publics, Grenoble Alpes Métropole et les communes de son territoire souhaitent mutualiser leurs procédures de marchés publics pour l'achat de papier et d'enveloppes.

CONSIDERANT que Grenoble-Alpes Métropole sera désigné coordonnateur du groupement de commandes.

La commission d'appel d'offres du groupement sera la commission d'appel d'offres de Grenoble-Alpes Métropole.

PROPOSE au conseil municipal d'approuver les termes de la convention constitutive du groupement de commandes à mettre en place et d'autoriser le maire à la signer.

Modalités de vote : à l'unanimité (27 votants)

Claix le 31 janvier 2020

Date d'affichage : 03/02/2020
Date de retrait : 03/04/2020

Le Maire,
Christophe Ferrari

